

Les provinces de l'Atlantique s'attaquent à la réduction de la réglementation pour les entreprises

Le 16 avril 2007

MONCTON – Des ministres et des représentants des quatre provinces de l'Atlantique et de représentants du secteur privé se sont réunis à Moncton, au Nouveau-Brunswick, pour discuter des moyens de réformer les règlements pour les petites et moyennes entreprises.

La discussion en table ronde est une initiative lancée par le Conseil des premiers ministres de l'Atlantique qui vise à déterminer comment les règlements provinciaux peuvent être simplifiés de façon à réduire le fardeau qu'ils représentent pour les entreprises.

L'événement d'aujourd'hui réunissait des hauts fonctionnaires chargés de la réforme de la réglementation et des intervenants du secteur privé au Canada atlantique qui représentent les intérêts de leur industrie respective.

« Le Nouveau-Brunswick est fier d'accueillir cette importante discussion en table ronde qui permet à nos quatre gouvernements de recevoir directement une rétroaction au sujet de l'incidence de la réglementation sur les entreprises, a expliqué le ministre d'Entreprises Nouveau-Brunswick et ministre responsable de la réduction des formalités administratives, l'honorable Greg Byrne. Il est vrai que nous avons besoin des règlements gouvernementaux pour protéger la santé et la sécurité de la population du Canada atlantique, mais nous devons continuellement chercher des moyens de réduire les formalités administratives pour nos milliers de petites et moyennes entreprises. La réalisation de l'objectif d'autosuffisance de notre gouvernement repose sur leur succès, et cette table ronde constitue un autre moyen de répondre à leurs besoins. »

« Les discussions avec des représentants des petites et moyennes entreprises dans le cadre de séances comme celles-ci sont essentielles pour améliorer la compétitivité des entreprises et protéger nos collectivités en Nouvelle-Écosse et dans toute la région, a déclaré l'honorable Angus MacIssac, président du Conseil du trésor et des politiques et ministre responsable de l'Initiative visant à améliorer les réglementations. La province de la Nouvelle-Écosse a travaillé avec les entreprises et le public pour établir de bons règlements dans le cadre de l'Initiative visant à améliorer les réglementations. Un de nos objectifs est de réduire de 20 pour cent le fardeau administratif pour les entreprises en Nouvelle-Écosse au cours de trois prochaines années, ce qui en ferait la province où c'est le plus facile de faire des affaires. »

« L'objectif est de travailler avec l'industrie pour évaluer les processus de réglementation des gouvernements, a expliqué le député provincial de l'Île-du-Prince-Édouard Wayne Collins. Toutefois, afin de rationaliser les règlements pour les petites et moyennes entreprises, nous devons maintenir des liens de communications entre les gouvernements et l'industrie. La séance de consultation d'aujourd'hui constitue une véritable expérience d'apprentissage pour tous les gouvernements provinciaux du Canada atlantique. »

« Je suis très heureux d'avoir l'occasion de discuter des moyens d'améliorer la réglementation au Canada atlantique, et de prendre directement connaissance des commentaires des représentants de l'industrie, a déclaré l'honorable Kevin O'Brien, ministre du Commerce de Terre-Neuve-et-Labrador. À Terre-Neuve-et-Labrador, nous avons entrepris un programme de réduction de la paperasserie d'une durée de trois ans et notre objectif est de réduire de 25 pour cent le nombre d'exigences réglementaires. D'après les derniers chiffres, nous avons atteint un peu plus du quart de cet objectif. Le travail que nous réalisons en matière de réforme de la réglementation a également un impact positif sur la façon dont notre gouvernement fournit des services aux clients, ce qui est très encourageant alors que nous poursuivons notre travail dans le cadre de cette initiative. »

« Les ministres de l'Atlantique méritent d'être félicités pour avoir tenu cette consultation avec les dirigeants du monde des affaires du Canada atlantique, a indiqué Elizabeth Beale du Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA). La séance a permis aux gouvernements des provinces de l'Atlantique d'apprendre exactement comment les règlements affectent le fonctionnement des entreprises. Les connaissances acquises grâce à la participation à cette activité viennent s'ajouter aux efforts continus du CEPA et des provinces de l'Atlantique au chapitre de la compétitivité. »

L'information fournie par les intervenants permettra aux ministres chargés de la réforme de la réglementation en Atlantique d'évaluer les possibilités de collaboration pour améliorer les règlements régissant les activités des PME dans chacune des provinces ou dans l'ensemble du Canada atlantique.

- 30 -

07/04/16

PERSONNES-RESSOURCES POUR LES MÉDIAS :

Nouveau-Brunswick :

Sarah Ketcheson, gestionnaire des communications, Entreprises Nouveau-Brunswick,
506-444-4983

Nouvelle-Écosse :

Sheri Woodland, conseillère en communications, Conseil du trésor et des politiques,
902-424-3920

Île-du-Prince-Édouard :

Major Stewart, gestionnaire des communications, ministère du Développement et de la
Technologie, 902-620-3552

Terre-Neuve-et-Labrador :

Jennifer Dalton, directrice des communications, ministère du Commerce, 709-729-7628

07/04/16